

Numéro 53 - 15 août 2020

Importants anniversaires



Le camarade Hardial Bains, fondateur et dirigeant du PCC(M-L), à l'historique rencontre du Parti à Chertsey, Québec, en août 1989

- **Revisiter l'importance de la conférence historique tenue à Chertsey, Québec**
 - **25 ans de l'Initiative historique du Parti**
- **Un point tournant dans l'histoire et notre décision du 1er septembre 1985**

Importants anniversaires

Revisiter l'importance de la conférence historique tenue à Chertsey, Québec

Le 19 août 1989, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a tenu une conférence historique à Chertsey, au Québec. Des centaines de membres et de sympathisants du PCC(M-L), ainsi que leurs familles et leurs amis, ont participé à un rassemblement social et politique d'une semaine à Chertsey pour célébrer le travail du PCC(M-L) et discuter des événements en cours. Les délibérations étaient présidées par le dirigeant national et premier secrétaire du Comité central du Parti, le bien-aimé Hardial Bains.

Plus de trois décennies se sont écoulées depuis et, à notre grand chagrin, le camarade Hardial Bains, est décédé le 24 août 1997. Cependant, l'importance de la conférence Chertsey demeure et devient plus évidente avec le temps. Les développements nationaux et internationaux qui ont eu lieu depuis la conférence de Chertsey ont confirmé la régression et la sombre réaction prédite par le camarade Bains à l'époque et également la résistance déterminée de la classe ouvrière et des peuples du monde et le besoin inéluctable d'une direction politique, d'une organisation et d'une théorie révolutionnaires pour réaliser les objectifs du mouvement.

Quand le discours de Chertsey a été prononcé, le monde vivait une période de transition alors que l'essor de la révolution faisait place à une période de repli de la révolution. Peu de temps après le monde était témoin de nombreuses transformations dont la chute de l'Union soviétique et la fin de la division bipolaire du monde.

« Les peuples étaient engagés dans un grand mouvement pour exiger une profonde transformation économique et ce mouvement grandissait dans plusieurs régions du monde, particulièrement en Europe de l'Est, mais pas uniquement là. Cependant, ce mouvement s'est retourné contre lui-même, manipulé par l'impérialisme mondial et le révisionnisme. En quelques mois après la Conférence de Chertsey, d'une période d'essor de la révolution nous sommes passés à une période de repli.... Pour nous, la Conférence de Chertsey a été une déclaration du PCC(M-L) que non seulement il n'allait pas être manipulé par l'impérialisme mondial et le révisionnisme, mais qu'il allait poursuivre son travail », a déclaré le camarade Bains cinq ans après la conférence de Chertsey.



Hardial Bains s'adresse aux participants à l'historique rencontre du PCC(M-L) à Chertsey, Québec, en 1989.

L'analyse de la nature de cette période par le camarade Bains a préparé les forces révolutionnaires

au Canada pour ce qui allait suivre en analysant précisément les développements à l'échelle nationale et internationale à ce point tournant crucial. Il a parlé de la victoire historique de l'Union soviétique et de Staline sur le nazisme et le fascisme et des programmes sociaux créés par les sociétés socialistes. Il a mis en garde contre les grands dangers posés par l'impérialisme anglo-américain et la réaction mondiale et décrit les grandes tragédies dans lesquelles ils ont plongé les peuples du monde, les innombrables guerres, invasions, coups d'État et violences médiévales contre les peuples qui luttent pour l'indépendance et le progrès social. Il avertit que d'autres grandes tragédies allaient s'abattre sur le monde.

La prédiction de Hardial Bains que l'hystérie anticommuniste encouragée par la réaction provoquerait une offensive généralisée contre les peuples d'Europe et d'ailleurs s'est réalisée. Le vieux monde s'était exclamé, dans l'euphorie : « le communisme est mort » et « l'histoire est arrivée à sa fin ». Il a prédit que cette euphorie ferait bientôt place à la pire vengeance et la plus sombre réaction. Il a dirigé le PCC(M-L) dans les préparatifs pour faire face à la trahison de ceux qui persistent à agir comme avant, même dans nos rangs. Il a dirigé le PCC(M-L) comme parti qui reste inébranlable et fidèle à ses convictions.

Le Ve Congrès ayant eu lieu un an auparavant, le camarade Bains a fait le bilan du travail accompli par le Parti pour appliquer les décisions du Congrès et du travail constant du Parti pour créer les conditions subjectives de la révolution.

« ...Nous célébrons l'anniversaire de naissance d'un mouvement auquel la classe ouvrière et le peuple du Canada ont donné jour, et ce mouvement a aujourd'hui plus d'un quart de siècle. Ce n'est pas moi en tant qu'individu qui compte, parce que les individus ne déterminent pas le cours des choses. C'est la force sociale. Le génie de l'histoire veut que quiconque se dresse aujourd'hui au-dessus des masses finit par se faire trancher la tête, au sens figuré, bien que parfois ce soit au sens propre aussi. Nous ne sommes plus à l'époque des chevaliers et des héros individuels. Nous sommes à l'époque du travail collectif de la classe ouvrière et de ses alliés. Nous sommes à l'ère du Parti, l'époque de l'impérialisme et de la révolution sociale du prolétariat, comme le disait le camarade Lénine. Avec cette rencontre, nous célébrons donc les développements, le mouvement progressiste, le renforcement, la stabilisation et la consolidation d'un mouvement politique. Ce mouvement politique, il est ici, c'est notre Parti, ses alliés, ses organisations de masse, surtout la presse de masse du Parti dont nous sommes très fiers. »

Le camarade Bains a énoncé de manière militante ce que les communistes devaient faire pour continuer à bâtir le PCC(M-L) en tant que parti politique de la classe ouvrière afin de réaliser l'unité politique du peuple. Il a prédit avec certitude que la jeunesse, en dépit de l'anticommunisme répandu massivement par la réaction, répondrait à l'appel des communistes et prendrait position pour une cause juste. « Nous déclarons ouvertement que nous voulons le pouvoir de la classe ouvrière et de personne d'autre... parce que c'est la classe ouvrière qui est la classe productive, c'est la classe la plus complètement révolutionnaire et que ses buts ne peuvent être réalisés sans le renversement du capitalisme par la révolution. [...] Aujourd'hui, peu importe la question abordée, [...] la bourgeoisie ne peut trouver de solution. Seule la classe ouvrière peut trouver une solution. C'est donc la classe ouvrière qui est au centre, et nos points de vue sont ceux de la classe ouvrière. »

Le camarade Bains a déclaré : « Le problème le plus pressant en termes de travail spécifique est celui de gagner les masses des travailleurs au Parti. [...] Nous devons aller de l'avant, avec toute la passion du mouvement, comme on va vers une personne qu'on aime, puisque cet être qui nous est cher, la classe ouvrière, est la seule force sociale en mesure de sauver le monde, de sauver l'humanité. À l'ombre du grave danger posé par l'impérialisme anglo-américain, la réaction russe et la réaction mondiale, il n'existe aucune autre façon de sauver le monde de la crise qui nous menace. [...] La classe ouvrière peut perdre certaines batailles, mais non la guerre. »

« Un nouveau communiste a vu le jour en sol canadien, un communiste nourri par l'esprit marxiste-léniniste de notre Parti. Avec cette personnalité nouvelle, croyez-vous qu'ils pourront nous écraser, nous détruire ? ! Je vous dis : nous serons un jour des millions, regardez nous bien aller ! [...] parce que nous représentons ce que veut la classe ouvrière, nous représentons ce que veulent les masses opprimées et les peuples partout dans le monde. Nous sommes des gens sans préjugé aucun. Nous ne nous divisons pas en fonction de la race, de la religion, de l'origine nationale, du sexe ou du style de vie. Nous nous unissons sur la base du marxisme-léninisme, une idéologie commune à la classe ouvrière de tous les pays. Nous nous unissons sur la base de l'internationalisme prolétarien aux travailleurs de tous les pays. »

Cette nouvelle personnalité n'a pas été laissée au hasard. Pour qu'une personnalité démocratique moderne émerge du travail pour régler les comptes avec la vieille conscience de la société, la réalisation de ce but a été mis à l'ordre du jour, une ligne de marche a été fixée pour l'entretenir et la tâche a été prise en main pour tout accomplir sur une base consciente et planifiée.

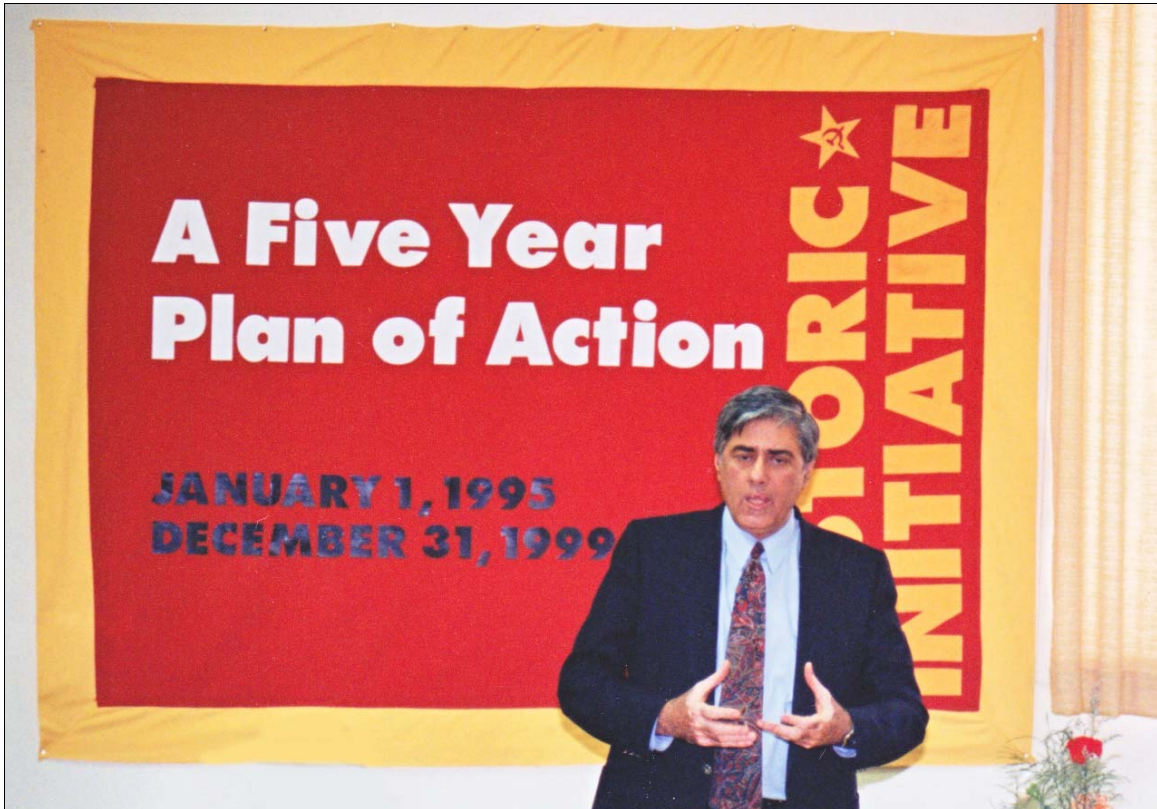
Cinq ans après la rencontre de Chertsey, parlant de l'acte du Parti le camarade Bains a souligné : « En août 1989, je déclarais au nom du PCC(M-L) que des femmes et des hommes nouveaux avaient vu le jour sur le sol du Canada. Qui sont ces êtres nouveaux ? Ceux qui ont des idéaux élevés, sont honnêtes et sincères, ont une conscience claire et qui ont tout sacrifié, qui ont inauguré une nouvelle façon de vivre dans les conditions du capitalisme en putréfaction. Ces conquêtes colossales sont maintenant sous le tir croisé de ceux qui veulent une vie révolutionnaire à temps partiel. Ils nous disent que c'est de l'extrémisme que d'exiger que l'on soit responsable de ses paroles et de ses actes, que le PCC(M-L) refuse toute conciliation avec la putréfaction que la société capitaliste est en train de produire. Ils proposent que les communistes aient dans la vie deux attitudes différentes, qu'ils agissent d'une certaine manière lorsqu'ils font de la politique et d'une autre le reste du temps. Si nous dégénérons au niveau de cette sorte de « communistes », nous deviendrons des hypocrites, une force bourgeoise décadente et impuissante. Nous ne deviendrons pas une telle force. Nous n'avons jamais admis l'imbécillité ou l'impuissance, et nous n'acceptons pas l'impuissance face à la situation actuelle. [...] Notre Parti s'exprime avec conviction sur tous les fronts. Aucun océan n'est plus profond que ses convictions. Ses idéaux sont plus élevés que les sommets de l'Himalaya et sa détermination est telle que personne ne peut la restreindre. »

Dans la période suivant la contre-révolution de 1989-1991, plusieurs partis se sont effondrés, incapables de s'orienter dans ces conditions nouvelles et complexes. La rencontre de Chertsey est un événement dont la signification s'approfondit de jour en jour. Chertsey représentait et représente encore plus aujourd'hui la force, la maturité et la vitalité du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste).

Le discours prononcé par le camarade Bains fournit des orientations cruciales qui permettent aux êtres humains modernes de prendre le contrôle de leur vie. Il a établi les directives qui ont mené à l'Initiative historique et son premier plan d'action de cinq ans en 1995 et ses plans d'action ultérieurs, identifiant année après année la tâche cruciale à accomplir afin d'atteindre les objectifs que le Parti s'est fixés. Il a mené à l'adoption du programme « Arrêtez de payer les riches — Investissez dans les programmes sociaux ! » en 1997 et, en dépit de la perte monumentale que représente le décès du camarade Bains le 24 août 1997, cela a mené au succès du VIIe Congrès tenu en 1998 qui a adopté l'Initiative historique et sa ligne de marche et au VIIIe Congrès tenu en 2008 qui avait pour thème : « Jeter les fondements du Parti communiste de masse ».

Le camarade Bains avait conclu cette rencontre historique à Chertsey en lançant : « Nous marcherons ensemble et réaliserons les tâches que nous nous sommes fixées pour la période actuelle. Regardez-nous bien, nous allons gagner ! »

25 ans de l'Initiative historique du Parti



Hardial Bains lance l'Initiative historique du PCC(M-L) à Ottawa le 1er janvier 1995.

Il y a 25 ans, alors que toutes les forces politiques manoeuvraient pour se placer au pouvoir afin de gérer l'État dans leurs propres intérêts, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a lancé son plan d'action pour mettre la classe ouvrière au pouvoir, à la tête de l'édification nationale. Cette Initiative historique a été lancée par Hardial Bains, le fondateur et dirigeant du Parti, le 1er janvier 1995. Elle exige une constitution moderne qui place la souveraineté - le pouvoir de décision - entre les mains du peuple et des mécanismes politiques démocratiques qui garantissent l'exercice du pouvoir par le peuple, et également une réorganisation consciente et rationnelle de l'économie et un changement de sa direction pour la mettre au service du bien-être du peuple.

Il était très émouvant d'entendre le camarade Bains la décrire dans tous ses détails en portant attention à l'objectivité de l'examen et également à l'interaction et à la clef : le rôle décisif de l'organisation du facteur humain, conscience sociale.

« Ce plan d'action est si concret et couvre tous les aspects du travail d'organisation de façon si détaillée que le succès sur un front conduira au succès de l'ensemble alors qu'un échec sur l'un ou l'autre de ses aspects n'aura pas de conséquence sur le plan général. Plus important encore, et décisif sur le plan de la victoire, il met le facteur humain, la conscience sociale, au premier plan, dans une position décisive », avait déclaré le camarade Bains.

Dans sa présentation du lancement de l'Initiative historique le 1er janvier 1995, Hardial Bains a expliqué :

« Dans la lutte des peuples et des nations, l'une des choses les plus importantes et cruciales est de déterminer comment sont dépensées les énergies et les ressources qui sont engendrées dans le travail. Sont-elles utilisées à des fins bien précises, ou sont-elles gaspillées ? Aujourd'hui dans le

monde, généralement parlant, très peu de pays se sont fixé des objectifs, un but qui profiterait à la société, au bien-être du peuple. [...] Au Canada, en autant que le peuple canadien est concerné, il n'y a pas d'objectif vers lequel toutes les énergies et ressources sont canalisées et mises à contribution. Le seul but que proposent les gouvernements est de créer un climat favorable au succès des monopoles sur le marché mondial. Et même ce but a surtout une valeur de propagande, affirmant que la prospérité du pays dépend du succès des monopoles sur le marché mondial.

« Au Moyen-Âge, à l'âge des ténèbres, c'étaient les forces dominantes qui fixaient le but, soit l'Église et les seigneurs féodaux. Ils le faisaient dans leurs propres intérêts, au nom d'une puissance divine. Toutes les forces productives et tous les avoires de la société étaient voués à leur satisfaction, à leur plus grande gloire. À une époque se produisit une rupture avec l'attitude médiévale, les gens furent définis suivant leurs droits individuels. La juridiction et les frontières des États furent définies en fonction de leur défense. Tout était en place pour que les ressources disponibles de la société soient orientées vers la plus grande gloire des droits individuels. Cela devint un obstacle à la satisfaction des droits collectifs.

« L'édification de la nation devint le contenu principal de la révolution démocratique. Quand la bourgeoisie eut pris le haut du pavé, l'édification de la nation ne fut menée que dans le but de satisfaire les droits individuels. Avec la montée des monopoles, la bannière de la nation fut foulée aux pieds. Les États furent consolidés et leurs rôles développés dans l'intérêt des cercles dirigeants ou de l'oligarchie financière. Ainsi, la propagande américaine parle de défendre les intérêts nationaux des États-Unis partout où ils disent qu'ils se trouvent, mais elle ne dit pas un mot de ce que les Américains veulent accomplir dans ce monde. Les Canadiens non plus n'ont pas de but.

« Cela vaut à une exception près, la période des 'sales années 1930', alors que la bourgeoisie était aux prises avec le désastre de la dépression. La bourgeoisie était terrifiée à l'idée de tout perdre si elle ne parvenait pas à mettre en place l'objectif de satisfaire les intérêts collectifs. Ainsi, à la fin des années 1930 et après la guerre, divers pays ont adopté l'objectif de bâtir l'État providence. Au Canada, dans les années 1960, elle a mis de l'avant l'objectif de construire une 'société juste'. Ils ont parlé d'un héritage sacré qui doit être défendu. C'était également une réponse à l'objectif que l'Union soviétique s'était fixé en tant que pays socialiste, c'est-à-dire satisfaire les besoins matériels et culturels toujours croissants du peuple.

« Aujourd'hui, les intérêts collectifs sont à nouveau menacés. Toute la démagogie répandue et toutes les promesses faites n'ont pour résultat net que de rejeter tout ce qui a été dit auparavant sur le bien-être social. Et cela sous prétexte qu'en ce moment le but le plus important est d'effectuer les paiements sur la dette pour diminuer l'endettement national. En partant de la prétention qu'il s'agit là de ce qui est le mieux pour la collectivité et la société, on demande au peuple de faire tous les sacrifices. [...]

« La question centrale de l'Initiative historique est : quel devrait-être le but ? Souvent dans le passé, diverses forces ont fixé le but uniquement à partir des prémisses théoriques et idéologiques que nous sommes en faveur du socialisme. Peut-on dire que le peuple devrait adopter le socialisme en ce moment, qu'en ce moment la classe ouvrière devrait adopter le socialisme comme but et qu'elle devrait consacrer toutes ses ressources à cet objectif ? Bien sûr, on peut



prendre une telle décision. Elle découle de notre programme stratégique, mais cela n'empêchera pas la bourgeoisie d'avancer ses objectifs. Les considérations qui président à l'établissement de l'Initiative historique ne sont pas strictement théoriques et idéologiques. Elles ont surtout trait à comment la classe ouvrière doit empêcher la bourgeoisie de dilapider les ressources nationales, de sacrifier l'indépendance du pays et son bien-être. Quel slogan la classe ouvrière doit-elle mettre de l'avant pour vaincre la bourgeoisie et rallier les masses du peuple de son côté ? La réponse à cette question est d'utiliser les ressources en faveur des intérêts collectifs.

« Le slogan de bâtir la nation est approprié non seulement parce qu'il va à l'encontre de ce que dit la bourgeoisie, à savoir que tous doivent créer un climat favorable au succès des entreprises sur le marché mondial, mais aussi parce qu'il appelle le peuple à prendre en mains ce qui lui appartient et à créer une société qui le favorisera. Évidemment, en dernière instance, bâtir la nation aujourd'hui revient à construire le socialisme, mais ce serait une très grave erreur que de présenter les choses ainsi. Le programme doit être fixé non pas à partir d'un point de vue théorique, mais à partir des besoins de la société à un moment donné. La société canadienne a besoin d'un but en ce moment. Le peuple canadien a besoin d'un but que tous peuvent facilement comprendre et saisir. Il ne peut s'agir que de l'édification de la nation. Bien sûr, le contenu essentiel de ce projet est que la classe ouvrière doit se constituer en la nation. En d'autres mots, le but de la classe ouvrière doit devenir le but de la nation, tout comme la bourgeoisie dans sa période ascendante avait avancé son but, le but de défendre l'intérêt individuel et la propriété privée comme but de la nation, et avait même subordonné la nation à cet objectif.

« Le temps est venu pour la classe ouvrière de se constituer en la nation. Elle doit établir son objectif comme étant celui de la nation. En d'autres mots, la classe ouvrière doit elle-même prendre en mains de bâtir la nation. Elle doit aussi mener les larges masses du peuple à adopter cet objectif. La classe ouvrière ne peut pas orienter toutes ses ressources sans adopter l'objectif de satisfaire les intérêts collectifs de la société en ce moment. Cela revient à édifier la nation. Édifier la nation au Canada ne peut signifier qu'une chose : que la classe ouvrière doit donner à la société une constitution moderne, un mécanisme politique moderne, un changement de direction de l'économie et l'indépendance.

« Le problème n'est pas différent, que l'on parle de la nation du Québec, du Canada, ou des nations des peuples autochtones. Quand on parle de la souveraineté du Québec, la classe ouvrière devrait adopter le but de bâtir la nation au point qui est le plus favorable pour la classe ouvrière. [...] Elle doit aussi lutter pour un changement de direction de l'économie, une constitution moderne, le renouveau démocratique et l'indépendance.

« L'Initiative historique a pour but de provoquer une discussion sur l'édification de la nation parmi les larges masses du peuple en utilisant toutes les ressources à notre disposition. L'Initiative historique est un plan d'action, dont l'objectif premier est de s'assurer qu'une discussion a lieu à ce sujet. En d'autres mots, elle a pour objectif de faire en sorte que le peuple détermine l'ordre du jour de l'édification de la nation. Dans ce cadre, l'autre objectif de la classe ouvrière est de créer les conditions pour la formation du parti communiste de masse. Cela signifie qu'une des tâches les plus importantes de l'Initiative historique est de s'approprier le meilleur du passé et du présent. Cela signifie qu'un travail est nécessaire pour développer et enrichir le contenu de la pensée marxiste-léniniste contemporaine. Cela signifie examiner tous les phénomènes et tous les événements et faire la promotion de ceux qui favorisent la classe ouvrière et l'objectif de bâtir la nation.

Le camarade Bains a expliqué :

« Outre s'approprier le meilleur du passé, les communistes peuvent trouver des solutions aux problèmes complexes du présent. Seuls les communistes peuvent diriger la société sur la grande voie de la civilisation. Seuls les communistes peuvent faire appel aux théories et notions humaines

nécessaires pour ouvrir la voie au progrès de la société actuellement.



Le Parti a dirigé et a donné l'orientation au mouvement ouvrier pour qu'il établisse son propre programme prosocial sous le mot d'ordre « Arrêtez de payer les riches ! Augmentez les investissements dans les programmes sociaux ! ».

« L'Initiative historique est lancée afin de convier la classe ouvrière et les masses populaires à révéler ce qu'il y a de meilleur dans ce que l'humanité a produit jusqu'à ce jour et à le développer au niveau nécessaire aux profondes transformations qui s'imposent. En d'autres mots, il s'agit d'un programme visant à mettre la classe ouvrière au centre de tous les développements. Il s'agit plus précisément d'un programme pour placer le facteur humain, la conscience sociale, au centre de tous les développements. De tous les ingrédients nécessaires à l'élaboration d'un projet, il faut décider lequel est le plus important. Si le facteur humain est absent du projet d'édification de la nation, la révolution scientifique et technique, l'efficacité et les ressources naturelles et sociales ne suffiront pas à la tâche.

« Le facteur humain ne peut être amené au niveau nécessaire aux transformations sans conscience sociale, sans débats et discussions parmi les larges masses, sans mouvement révolutionnaire réel possédant un caractère de masse. En d'autres mots, l'Initiative historique vise à créer ces conditions et à assurer que plusieurs de ces traits se développent en tant que facteurs essentiels à la création des conditions subjectives de la révolution. En dernière instance, le facteur humain est le facteur crucial. Il est impossible de faire entrer en jeu tous les facteurs sans le facteur humain. »

En ce 25e anniversaire de l'Initiative historique du PCC(M-L), il est plus que jamais urgent d'activer le facteur humain/conscience sociale pour faire nôtre l'édification nationale et bâtir le parti communiste de masse afin de transformer le succès historique en victoire historique. Au milieu d'une pandémie mondiale qui a causé de grandes souffrances et exposé les graves conséquences de décennies de destruction de programmes sociaux, les gouvernements utilisent la situation pour justifier une nouvelle escalade de l'offensive antisociale afin de consolider et resserrer le contrôle d'intérêts privés sur toutes les affaires de la société.

Le facteur anti-humain/anti-conscience sociale domine les actions des partis cartellisés au parlement qui, dans la situation d'un gouvernement fédéral minoritaire doté de pouvoirs d'urgence, poursuivent leurs propres intérêts au détriment du peuple. Les gouvernements fédéral et provinciaux prennent des mesures pour réprimer et faire taire les revendications des travailleurs

et des Canadiens qui réclament que les mesures nécessaires soient prises pour résoudre la crise en leur faveur. Le PCC(M-L) intensifie son travail pour imprégner la classe ouvrière de l'objectif de l'édification nationale qui ne peut signifier qu'une chose: «la classe ouvrière doit doter la société d'une constitution moderne, d'un mécanisme politique moderne, avec un changement la direction de l'économie et l'indépendance ».

Aujourd'hui, encore plus qu'il y a 25 ans, l'Initiative historique du PCC(M-L) est essentielle pour tous ceux qui veulent contribuer à ouvrir la voie du progrès de la société.

Transformons les succès historiques en victoire historique !

Un point tournant dans l'histoire et notre décision du 1er septembre 1985



Cette année marquera le 35e anniversaire de la décision prise par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) le 1er septembre 1985 de bâtir la presse de masse du parti. Ce fut une décision capitale que le Parti continue à mettre en oeuvre à ce jour. Afin d'apprécier l'importance de cette décision, LML republie ci-dessous le texte du discours prononcé par le camarade Hardial Bains lors de la 13e conférence consultative du Parti, qui s'est tenue à Toronto les 28 et 29 avril 1991. Hardial Bains a souligné :

Quelle a été la décision que nous avons prise le 1er septembre 1985 ? Notre analyse était que nous étions à un point tournant et qu'aucune force ne pouvait agir comme avant. Que faire dans ces circonstances ? Que devait faire le Parti pour être fidèle à sa propre analyse et qu'il puisse agir de façon nouvelle ? Le Parti a lancé l'appel à bâtir la presse de masse du Parti. La décision de développer un mouvement pour les idées éclairées faisait partie de ce travail. Nous devons nous débarrasser de tous les obstacles, de tout ce qui pouvait nous empêcher d'atteindre cet objectif, entre autres, nous débarrasser de la psychologie de la peur que le Parti ne peut pas accomplir de

grandes choses. Pendant les quinze années qui ont précédé la décision de bâtir la presse de masse du Parti, nous avons fait un grand nombre de choses de moindre envergure, mais continuer de cette façon aurait fait dégénérer le Parti. Nous avons accumulé des forces au cours de ces quinze ans, et nous étions maintenant en mesure d'utiliser ce qui avait été accompli pour aller de l'avant.

Le parti communiste est une institution très complexe. On ne peut le décrire en termes simplistes. Ses caractéristiques en tant que contingent le mieux organisé et le plus avancé de la classe ouvrière et en tant qu'état-major de la classe ouvrière, doivent être développés dans la vie réelle. En 1985, nous avons voulu nous assurer que ces traits soient développés davantage, qu'ils ne restent pas lettres mortes, mais le Parti n'était pas encore en mesure de surmonter les pressions qui entravaient le développement de ces aspects.



La réunion du 1er septembre 1985 tenue pour célébrer le quinzième anniversaire de la presse du Parti a pris la décision de bâtir la presse de masse du Parti.

Quand notre Parti a entrepris son travail pour mettre en oeuvre les décisions du 1er septembre 1985, son premier acte a été de bâtir la presse sans-parti, qui allait démontrer comment le Parti sait diriger sur une base large. Ainsi lorsque nous disons que nous sommes les plus avancés et les mieux organisés, l'une des preuves est l'édification de la presse sans-parti. Le Ve Congrès, tenu en 1987, réaffirma la méthode de notre Parti selon laquelle une chose porte un nom dans la mesure où elle possède une qualité. Ainsi, pour porter le titre d'être humain, il faut d'abord posséder les qualités propres aux êtres humains. Il en va de même pour un parti politique. Ses composantes, ses organisations, doivent être les plus avancées, les mieux organisées et posséder les qualités d'une avant-garde avant de pouvoir l'appeler un parti d'avant-garde.

Dans les années soixante, quand nous appelions les éléments avancés à se joindre à nous pour bâtir un tel parti, il était nécessaire de répéter quels traits ce parti devait avoir. On peut tracer un portrait à grands traits avant même que la chose ne voit le jour, mais si on ne fait que parler de ce portrait sans créer la chose en pratique, cela signifie qu'on affirme l'existence d'une chose qui n'existe pas dans la réalité. Non seulement cette chose n'existe-t-elle pas vraiment, mais les affirmations au sujet des caractéristiques qu'il doit posséder, les descriptions de la physionomie idéale qu'il doit avoir faussent sérieusement la réalité. Cela revient à ne pas veiller à ce que le Parti soit en pratique le contingent le plus avancé et l'avant-garde de la classe, à détruire ce Parti.

Si l'opinion publique au Canada et dans le monde ne nous considère pas comme les plus avancés, à quoi bon affirmer que nous le sommes ? A quoi bon répéter que notre Parti est le plus avancé et

l'avant-garde ? Avec le travail de la presse sans-parti, au moins quelques travailleurs, quelques intellectuels sauront que nous soutenons les positions les plus avancés, que nous sommes l'avant-garde, les mieux organisés, que nous ne sommes ni fanatiques ni dogmatiques. On peut trouver la preuve de la décision du 1er septembre 1985 non seulement dans ce travail, mais aussi sur tous les autres fronts du travail du Parti.



Célébration des succès remportés dans la construction de la presse de masse du Parti à Toronto le 31 août 1986

Nous pourrions donner de nombreux exemples, mais limitons-nous à celui-ci. Comme vous le savez tous, l'an dernier et cette année, 1990 et 1991, ont été des années cruciales pour nous, des années au cours desquelles nous avons tous ensemble discuté de divers sujets, en particulier du Parti et du rôle du membre au sein du Parti. Quel rôle le membre joue-t-il dans le Parti ? Quelles qualités un membre du Parti doit-il posséder ? Pourquoi est-il nécessaire de travailler dans une organisation de base du Parti ? Pourquoi faut-il renforcer les Comités régionaux ? Quel est le rapport entre ces organisations et le Comité central ? Nous pouvons penser que du bon travail a été fait, mais un ouvrier d'usine sera-t-il du même avis ? Un intellectuel dira-t-il : « Oui, vous avez fait du très bon travail » ? Ou bien dira-t-il qu'il ne sait pas ?

Nous devons travailler de façon à ce qu'ils le sachent. Si nous ne prenons pas le tournant nécessaire, vous verrez ce que diverses autres personnes qui sont en ligne derrière nous vont nous faire. Imaginez-vous au volant d'une voiture à une intersection, dans la voie pour tourner, et que vous refusez de tourner ; tous les conducteurs qui vous suivent vont se mettre à klaxonner. On entend monter ces voix. Elles veulent savoir : « Pourquoi ne tournez-vous pas ? » La guerre du Golfe a été un test pour de nombreuses personnes. Il est intéressant de constater qu'ils voulaient négocier le tournant, mais à reculons. Ce n'est pas ce qu'on appelle tourner. Faire marche arrière signifie s'éloigner de la solution des problèmes cruciaux quel que soit le stade de développement du mouvement. Ce n'est pas de ce genre de point tournant dont il est question ici.

Notre participation à la lutte contre le recours à la force dans le Golfe Persique a été honorable. Il s'agit d'une bonne et nécessaire intervention. Le Parti s'est gagné des amis. Qui plus est, les gens considèrent que la position du Parti était juste. Mais quand nous avons pris en 1985 la décision de bâtir la presse de masse du Parti, s'agissait-il pour nous de trouver une réponse favorable parmi le peuple et de l'amener à nous décerner une médaille d'honneur. Malheureusement, camarades, certains se sont contentés de ce genre de chose. Non seulement en étaient-ils satisfaits, mais ils se répandaient en théories diverses, faisaient des discours. Ils nous faisaient la leçon quand nous les rencontrions. Mais ils avaient oublié la décision du 1er septembre 1985, décision réaffirmée par le Ve Congrès du Parti.

Il est impossible de parler de la participation à un front de travail sans considérer la mise en oeuvre de la décision clé. Quelle était cette décision de 1985, outre l'analyse que nous étions à un

point tournant où aucune force ne pouvait agir comme avant et qu'il était nécessaire de bâtir la presse de masse du Parti ? Essentiellement, elle se résume à une phrase : le Parti doit être à l'avant-garde de la société. Peut-on dire que nous y sommes arrivés ? Peut-on dire que partout notre Parti se trouve à l'avant-garde ? Il y a encore des camarades qui nous demandent de définir l'avant-garde. Pour eux tout se réduit à une définition claire d'une chose, parce qu'ils considèrent toujours le Parti comme une idée, un endroit où clarifier diverses opinions, une association d'individus qui se rassemblent pour discuter de choses et d'autres.



Le Parti célèbre 19 ans de la presse du Parti en août 1989

Je voudrais vous parler de questions touchant à notre travail dans une ville. Dans cette ville, notre organisation existe sous une forme ou une autre depuis très longtemps. Nous y menons un travail soutenu depuis plus de vingt ans. Cette ville possède certaines traditions progressistes et révolutionnaires, bien que certaines soient marquées par l'influence anarcho-syndicaliste. Néanmoins, sur les questions démocratiques importantes, en termes de réponse de masse à la situation, cette ville ne cède sa place à aucune autre. Je m'y trouvais le 14 avril et je me suis rendu compte que le Parti ne s'y porte pas très bien. Comment le Parti peut-il aller mal alors que nous avons pris la décision de développer le mouvement pour les idées éclairées il y a cinq ans et demi maintenant ? Nous avons souvent demandé à l'organisation de cette ville comment allait le travail. Que faites-vous à tel ou tel sujet, notamment sur les questions démocratiques comme la lutte contre les visites de navires de guerre américains et soviétiques, la lutte contre le racisme, etc. ? Mais ils ne répondent pas. Ils disent que le Parti est au courant. Mais où est ce Parti qui est au courant ? On ne peut le trouver nulle part, car quand on leur demande des réponses, ils disent qu'ils réfléchissent. Est-ce une réponse ? Est-ce un exemple de travail acharné au cours des cinq dernières années et demie pour mettre en oeuvre les décisions que nous avons adoptées et qui ont été ratifiées par le Congrès en 1987 ? Est-ce que l'organisation dans cette ville a mobilisé les membres de notre Parti afin de mener à bien cette tâche ?

Réfléchir est très bien, mais il est encore mieux de réfléchir tout en mettant en oeuvre les décisions prises. Ils devraient au moins avoir ce niveau de conscience. Malheureusement, je dois vous dire que ce n'est pas le cas. Mais quand on parle de cela avec les camarades de l'endroit, ils sont tout heureux de ce qu'ils font. Dans les années soixante, nous avions l'habitude de dire des gens qui s'engagent dans de telles activités qu'ils se regardent le nombril. Autrement dit, si quelqu'un leur demande ce qui se passe, ils se regardent le nombril. Nous devons regarder à l'extérieur. Nous devons avoir recours à toutes nos ressources afin d'analyser notre situation, de tirer les conclusions qui s'imposent, d'établir objectivement l'impact de nos actions sur la classe, sur le peuple et sur le mouvement là-bas. On peut ensuite en faire le bilan. Quels résultats avons-nous obtenus avec telle action ? Quel autre geste devons-nous poser ?

En 1968, notre organisation a décidé que la tâche la plus importante dans les conditions de l'époque était de créer le Parti, et que le premier pas vers la création d'un tel Parti était, entre autres, la création des instruments de propagande de la classe ouvrière. Créer les instruments de propagande de la classe ouvrière ne signifiait pas que nous ne participions pas aux luttes économiques ; cela ne voulait pas dire non plus que nous ne participions pas à la lutte politique. Cela ne signifiait pas non plus que nous ne traitions pas de théorie et que nous ne menions pas une lutte idéologique à outrance contre le révisionnisme et l'opportunisme. Cela signifiait que ce point était devenu crucial et que tout reposait maintenant sur lui.

Notre Parti a été fondé en 1970 à la suite d'un travail couronné de succès sur ce front, au cours duquel des camarades se sont avancés pour la cause de la classe ouvrière, pour la cause du communisme. Dès ce moment, nous avons dû affronter des attaques venant de deux côtés : celles de l'État et celles des révisionnistes et des opportunistes. Il est évidemment difficile de convaincre quelqu'un qui n'a pas connu ces événements qu'au Canada des centaines de personnes furent arrêtées pour leurs convictions idéologiques et politiques, qu'elles furent emprisonnées, que les révisionnistes et les opportunistes ont ouvertement collaboré avec l'État, et que le dirigeant du Parti et sa famille ont été la cible des attaques les plus brutales. Que devait faire le Parti dans ces circonstances ? En plus d'avoir entrepris d'ouvrir la voie sur les questions organisationnelles et idéologiques, en particulier la question politique du Québec et d'autres sujets reliés, le Parti devint le fer de lance d'une campagne héroïque, celle du mouvement de résistance, au cours de laquelle personne ne capitula face aux attaques de l'État. Aucun de nous n'avait de l'expérience dans cette forme de lutte à l'époque.

Je me souviens du premier jour où un camarade fut arrêté à Montréal. Nous ne savions pas ce qui allait lui arriver. Nous avons le pressentiment qu'il serait taillé en pièces ou brûlé vif. Tout pouvait lui arriver. Au total, de 1970 à 1973, on enregistra près de 3 000 arrestations de nos camarades. Tous nos principaux cadres et militants ont passé en moyenne de six à neuf mois en prison. Le Parti est sorti de cette lutte renforcé et plus uni. Pendant que nous menions cette lutte, une autre nous a été imposée, un complot ourdi par un Parti au pouvoir dans un pays étranger qui se donnait de grands airs. Ce parti ne voulait pas du Parti que nous, Canadiens, avons formé pour nos propres buts politiques, à partir de nos propres convictions idéologiques et avec des formes organisationnelles que nous avons nous-mêmes élaborées. Ce parti et ceux qui le suivaient voulaient plutôt donner leur bénédiction au monde entier et transformer divers partis en leurs officines. Ils créèrent une situation où un parti devait être reconnu par eux comme « authentique » et devenir leur agent ou s'éteindre. C'était là leur message. En décembre 1973, un homme de Vancouver annonça qu'il savait de sources internes que ce parti étranger ne nous reconnaissait plus. Ce devait être une arme puissante contre nous, une arme qu'ils utilisaient partout pour désorienter, détourner et désintégrer les forces progressistes.



Manifestation à Toronto en mars 1977 après le 11e congrès du Parti contre la persécution politique du PCC(M-L) à la suite de l'arrestation de 17 militants du Parti juste avant le congrès.

En 1971, ce parti étranger avait déjà tenté de diviser et désintégrer notre Parti. Rejetant la division, nous avons connu un vigoureux développement de l'unité des forces communistes et progressistes. Pratiquement tous ceux et celles qui se disaient progressistes et communistes se joignirent à nous. Plusieurs sont ici aujourd'hui. Ce parti étranger ne parvint donc pas à ses fins, et la lutte s'engagea.

Quand il devint clair que le Parti ne pouvait être détruit par les attaques de l'État, des services secrets ou des provocateurs opportunistes, des rumeurs se mirent à circuler que le PCC(M-L) n'était pas un vrai parti et qu'il fallait en construire un autre. Cette lutte dura dix longues années. Les pires choses furent écrites contre nous, et des actes ignobles furent commis dans le but de détruire le Parti. En 1982, leurs auteurs déclarèrent tous que le marxisme-léninisme ne marche pas. En d'autres mots, ils voulaient éliminer le marxisme-léninisme au Canada. Ce qu'ils finirent par admettre ouvertement.

Au cours de cette période d'attaques par les opportunistes, nous avons mené la lutte pour le Parti sur deux fronts. Premièrement, nous avons maintenu notre position de principe en faveur de l'unité du Parti et avons continué de lancer l'appel à tous de s'unir à l'intérieur d'un seul parti. S'ils ne pouvaient se résoudre à cela, ils pouvaient s'unir en prenant part à l'unité dans l'action. Nous avons ouvert diverses avenues pour établir une unité beaucoup plus large.

Deuxièmement, nous avons pris les mesures nécessaires pour nous renforcer sur le plan théorique et idéologique. Nous avons fondé notre institut idéologique, qui a mené ce vigoureux travail. En 1977, nous avons proclamé notre victoire.

Bien sûr ils ont tous éclaté de rire. Ils ont dit que le Parti n'était pas très grand, qu'il ne comptait que « six ou sept » membres. Mais ces gens-là n'en comptaient même pas un seul. Pourquoi ? Parce que quand ils se rassemblaient, « plusieurs » d'entre eux disaient : « Nous ne savons pas ce qui se passe ». Aucun d'entre eux ne défendait leur organisation. En d'autres mots, ils n'avaient pas de membres du tout. Ces faits sont vérifiables.

En mars 1977 eut lieu le IIIe Congrès. S'il passera à l'histoire comme une grande victoire, il est également un exemple de l'infamie de l'État qui arrêta dix-sept d'entre nous juste avant le Congrès dans un coup monté pour tenter de saboter notre travail. Au même moment, des centaines de personnes de Montréal vinrent de l'avant pour s'unir sous la bannière du Parti. La clôture du Congrès reste jusqu'à aujourd'hui l'un des plus grands rassemblements politiques de l'histoire de Montréal.

La tâche du Parti devint de surmonter les conséquences néfastes du maoïsme. Ce travail, amorcé en 1976-1977, fut élaboré davantage lors de notre Congrès extraordinaire tenu en avril 1978 et alla plus loin. C'est notre Parti qui eut l'honnêteté et le courage de reconnaître que certaines choses que nous avons faites étaient incorrectes et devaient être corrigées. Elles devaient être corrigées parce que nous ne sommes pas nés infailibles. Nous n'avons jamais critiqué le fait que nous étions des enfants à notre naissance. Cela aurait été saugrenu. Mais certains aspects devaient être critiqués et éliminés afin que notre Parti puisse aller de l'avant. Ainsi, ont été écartées l'attitude subjective à l'égard de la révolution, voulant que quelques activités ou quelques actions militantes soulèveraient spontanément les masses du peuple. L'idée qu'il n'est pas nécessaire de passer par toute une période de processus politique a été abandonnée, etc. Dans le domaine de l'organisation interne du Parti, il existe encore beaucoup de pression contre le centralisme démocratique, ou pour déclarer que le centralisme est absolu. En d'autres mots, nous avons des gens qui disent : « Nous n'allons rien faire avant que le centre nous le dise. » Ou encore : « Comment se fait-il que le centre a pris cette décision ? » Ces positions apparaissent lorsque, dans les régions locales, une atmosphère apolitique prévaut et que les décisions ne sont pas prises. Notre parti n'est d'accord avec aucune de ces positions. Il considère les deux positions comme des diversions. Ni l'une ni l'autre ne tente d'aller au coeur d'un processus décisionnel qui met les gens en position de défendre les décisions qu'ils prennent.

Lors du Congrès de 1982, dans le contexte du début de la récession et alors que les luttes menées avaient finalement éliminé les groupes maoïstes, le Parti prit en main de mettre davantage en oeuvre le mot d'ordre du IIIe Congrès, de bolcheviser le Parti, c'est-à-dire d'augmenter l'influence et le caractère de masse du Parti et développer son rôle dirigeant. C'est dans le cadre de

développer le caractère de masse du Parti, une décision pleinement et légalement sanctionnée par le IV^e Congrès et réaffirmée le 1er septembre 1985, que nous avons entrepris de bâtir la presse de masse du Parti.

En bref, telle est notre histoire consciente. La branche dont nous parlions peut-elle nous raconter son histoire ? Quelles tâches ses membres ont-ils adoptées ? Sont-ils dignes du nom de détachement le plus organisé, le plus avancé, d'avant-garde de la classe ? S'ils ne savent même pas ce qu'ils ont fait et les résultats qu'ils ont obtenus, comment peuvent-ils connaître leur histoire ? Que fait cette branche ? Pourquoi existe-t-elle ? Est-ce seulement pour l'amour d'une idée ?

Notre classe ouvrière a besoin de comités régionaux qui à toutes fins pratiques doivent agir comme des partis, car le Canada est un grand pays dont les conditions varient d'une région à l'autre. On ne peut pas fonctionner de la même façon dans toutes les conditions, dans tous les coins du Canada. Mais se retrouver dans une situation où une branche qui a une histoire de plus de vingt ans et qui a produit les principaux dirigeants de notre Parti et ses principaux militants, ceux qui viennent des années soixante, ne connaît pas sa propre histoire, ce n'est pas acceptable ! Ils pourraient au moins reprendre les positions du Parti connues de longue date.

Ils veulent une organisation qui se rassemble sans but, où chacun peut donner des avis sur ce que devrait être le but de l'organisation. Le Parti ne peut accepter cela. Nous avons un but. Si quelque chose n'est pas clair pour nous aujourd'hui, nous trimons dur et clarifions l'affaire le lendemain, mais nous ne mettons pas des siècles à mener un programme à des fins de clarification. Ce n'est pas possible, car la clarté est un terme relatif. Un jour nous identifions clairement le problème devant nous, le lendemain la situation change et il faut encore travailler à y voir clair. C'est comme si nous étions à nouveau revenus à la case départ.

Camarades, depuis 1985, quand nous avons hissé la bannière des idées éclairées, une polarisation s'est produite. Certains masquent leur opposition en disant : « Eh bien, nous n'avons tout simplement pas le temps. Si nous avions le temps, nous ferions toutes ces choses dont vous parlez là. » Le Parti leur répond : « C'est très bien que vous n'avez pas le temps. Si vous aviez du temps, imaginez seulement tout ce que vous auriez pu gâcher. Parce que le manque de temps ne veut pas dire que vous devriez être malhonnêtes et manquer de sincérité, que vous devriez agir comme des escrocs. » Si quelqu'un n'aime pas ce que nous avons fait, qu'il le dise - dites-le nous ! Peut-être nous sommes nous trompés. Mais il ne faut pas laisser pourrir cet excellent travail que les gens apprécient et aiment. Nous avons une responsabilité.

Quand nous songeons à l'année 1985, la question suivante nous vient à l'esprit : quelle était la signification profonde de cette décision ? S'agissait-il d'une décision particulière, pertinente strictement à ces quelques jours et visant strictement à fonder un magazine - ou avait-elle une plus grande portée ? Elle avait une portée bien plus grande qu'on s'imagine. Si cette décision n'avait pas une plus grande signification, pourquoi aurions-nous passé tout ce temps à la mettre en oeuvre ?

Des camarades de tout le pays sont venus joindre la presse de masse du Parti, le poing levé. Des camarades de partout en Ontario viennent encore faire du travail volontaire à cet endroit quand ils ont du temps libre. Même de l'extérieur de la région, de partout au pays, des camarades prennent des vacances - et même de longues vacances - pour aider à ce travail. Ils seraient des idiots de l'avoir fait si cette décision n'a pas une plus grande portée. Que ce ne soit que pour établir une base technique, une presse à cet endroit. Loin de là. Cette signification plus grande a des conséquences pratiques, immédiates, dont nous parlerons plus tard. Mais la plus grande signification générale, la conséquence pratique générale, est que nous devons lancer l'appel et répondre à la demande du peuple d'avoir une presse qui traite de ses intérêts, qui se préoccupe sérieusement et non de façon mécanique de ses intérêts. Toutes les organisations du Parti, tous les camarades doivent faire leur travail dans le même esprit. Les tâches doivent être accomplies suivant ce que le peuple veut, ce dont il a besoin, et pas seulement suivant ce que nous voulons.

Si la décision du 1er septembre 1985 n'avait été fondée que sur ce que nous voulions, nous aurions dit, pourquoi nous en faire. Nous avons déjà une presse, pourquoi nous donner tant de peine ? Nous pouvons même annuler cette conférence, nous joindre aux autres qui disent que le marxisme a eu tort sur telle ou telle question. Nous aussi nous pourrions adopter une attitude critique, tout liquider et rentrer chez nous. Nous n'avons jamais voulu faire cela. Ce travail, en termes de travail de Parti, a une profonde signification. Ce travail pour les idées éclairées, comme tout autre travail, n'a pas pour seul but de recruter des membres. Il a pour but d'amener diverses personnes à se pencher sur leurs préoccupations, qu'elles se joignent ou non à nous. En d'autres mots, le but n'est pas limité. Ce travail a un but très vaste et très profond.

De la même façon, les organisations de base et les comités régionaux, comme nous en avons discuté maintenant et au cours de la période récente, doivent travailler avec confiance pour la même politique, c'est-à-dire répondre aux préoccupations du peuple, présenter l'analyse de ses préoccupations, aider le peuple à s'organiser, et être aux premiers rangs de cette organisation. Le Parti devrait être à la tête. Le Parti doit être à la tête, pas de façon banale ou sentimentale, en montrant que nous ne faisons pas seulement parler de ces propositions, que nous sommes prêts à les mener à bien en actes. Ainsi toutes les organisations du Parti ne feront plus qu'un avec la classe ouvrière, avec le peuple, et ne resteront pas détachées. Aucune activité ne peut être décrite comme une activité strictement du Parti. Cela n'existe pas. Tout notre travail, toutes nos activités sont menées pour la classe, pour le peuple. Ce que nous faisons a une grande signification pour le sort de la classe et du peuple.

Nous n'avons qu'une vérité, mais notre attitude à son égard n'est pas mécanique. Ce n'est pas parce que c'est la vérité que nous oublions pour autant les préoccupations du peuple, que nous oublions les tactiques, les formes d'organisation et les slogans nécessaires pour obtenir des résultats. Ceux qui le font parlent de vérité, mais ce qu'ils appellent vérité n'est pas la vérité, c'est du dogmatisme et du fanatisme. Si quelqu'un passe son temps à répéter que nous sommes pour la démocratie, que nous voulons toutes ces choses, mais qu'il ne développe aucune tactique et ne fait rien pour atteindre ces objectifs, alors il n'y aura pas de vérité, mais un mensonge du calibre des forces obsolètes du déni. [...]C'est facile de faire des discours, de les faire écrire en grand et de pontifier mais quels sont les résultats ? Il n'y en a pas.

Nous ne sommes pas d'accord avec ce genre de vérité. Les décisions du 1er septembre 1985 ont eu une profonde signification pour notre travail, pas seulement le travail de la presse de masse du Parti, mais pour tout le travail. Par exemple, nous n'organisons pas pour que les travailleurs adoptent notre ligne comme but séparé des intérêts des travailleurs. Nous organisons les travailleurs pour qu'ils défendent leurs intérêts. Nous voulons l'unité des travailleurs dans leur propre intérêt, de sorte que quand ils défendent leurs intérêts et acquièrent de l'expérience à le faire, ils apprennent aussi à organiser, à mettre sur pied des organisations plus grandes et plus avancées, et que finalement ils se soulèvent pour mettre fin à ce système d'esclavage salarié. Voilà ce que nous voulons.

Nous devons tout faire afin de créer et de développer une telle situation. Si on abandonne ce but, alors la décision du 1er septembre 1985 n'a plus de sens. En définitive, elle aura l'air d'une plainte sans importance. Généralement parlant, nous ne voulons pas nous retrouver avec une situation dans le Parti où les gens clés dans une région mènent le travail pendant que tous les autres les regardent. Nous n'aimons pas cela parce que lorsque tout le Parti travaille, quand tout le Parti est à l'unisson, nous pouvons obtenir de meilleurs résultats d'une portée plus grande et atteindre la victoire que nous désirons dans la période actuelle.

Cette attitude - que quelqu'un d'autre sait, que quelqu'un d'autre va donner la ligne - va à l'encontre de la décision de 1985. Nous ne sommes pas comme ceux qui disent que les gens peuvent se libérer d'eux-mêmes, spontanément. Nous avons un Parti qui a ses instances qui fonctionnent et prennent leurs décisions. Mais comment se fait-il que les organisations ailleurs ne

savent pas quelles sont les préoccupations du Parti ? Elles ne peuvent comprendre ces préoccupations que si elles ne font qu'un avec nous lors de la prise de décision. Si un membre ne participe pas au travail du Parti, alors le moment venu, cette personne causera des problèmes. Il y a des moments où la direction à ces niveaux ne prêtent pas attention à la politique concernant le travail et la formation des membres. Dans ce contexte, une personne pourrait être autour du Parti pendant des années et ne jamais devenir un communiste. Si nous menons notre travail, si nous sommes enthousiastes et nous accueillons tout le monde avec le même esprit de mener le travail à bien, si nous nous pratiquons à la critique et à l'auto-critique, alors si quelqu'un ne veut pas faire le travail, il ou elle ne sera pas capable de rester autour. Mais si vous adoptez une autre attitude, cela se produira.

Camarades, ne laissons pas ces questions de l'édification de la presse de masse du Parti à des positions strictement idéologiques. Parlons ouvertement et faisons concrètement le bilan tout en développant ce travail. A partir de là, répondons à la situation qui est à un point tournant. Nous avons déjà pris ce tournant. Nous ne sommes pas en retard sur la situation. Nous sommes bien en avant d'elle. Nous avons déjà mis en oeuvre divers aspects de la décision prise le 1er septembre 1985. Nous avons déjà fait beaucoup d'autre travail dont nous faisons le bilan.

Allons de l'avant. Le temps travaille pour nous. L'initiative est entre nos mains.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca